

Sociopolitical Crises in Chad and the Central African Republic and Rising Unemployment in Cameroon

Noungouï Djoulde Justin-Junior¹

Science Step Journal / SSJ

2026/Volume 4 - Issue 14

To cite this article: Noungouï Djoulde, J.-J. (2026). Sociopolitical crises in Chad and the Central African Republic and rising unemployment in Cameroon. Science Step Journal, 4(14). ISSN: 3009-500X. <https://doi.org/10.5281/zenodo.22118875>

Abstract

Chad and the Central African Republic have a history marked by the recurrence of socio-political crises, the consequences of which are disastrous for the neighboring country of Cameroon. Indeed, these countries have for several decades experienced episodes of violence forcing thousands of people to take refuge in Cameroon. It should also be mentioned that this asylum, which constitutes a serious problem for the host country in the sense that the socio-economic integration of refugees is damaging the socio-professional landscape. This reflection tackles the problem of the increase in underemployment relating to the massive presence of the Chadian and Central African refugees on Cameroon's soil. However, the underlying objective of this concern is to analyze how the presence of refugees worsens the employment market in Cameroon. To answer this question, we employed a multidisciplinary approach. The quantitative method was of major importance in this study, given that we surveyed a large number of people, namely refugees, host populations, administrative authorities, and NGO staff. This allowed us to obtain the results that refugees represent serious competition for local job seekers, as they dominate the informal sector.

Keywords: Socio-political crises, refugees, underemployment

¹ Lecturer, Department of Heritage Sciences, University of Ngaoundéré, Ngaoundéré, Cameroon. Email: juniordjoulde@yahoo.fr

Crises sociopolitiques tchadiennes et centrafricaines et accroissement du chômage au Cameroun

Noungouï Djoulde Justin-Junior

Resumé

Le Tchad et la République centrafricaine ont marqué l'histoire par la récurrence des crises sociopolitiques dont les conséquences sont désastreuses pour le pays voisin qu'est le Cameroun. En effet, ces pays ont depuis plusieurs décennies connues des épisodes de violences, contraignant des milliers de personnes à se réfugier au Cameroun. Aussi faut-il mentionner que cet asile aux allures d'une installation définitive constitue un sérieux problème pour le pays hôte en ce sens que l'insertion socioéconomique des réfugiés gangrène le paysage socioprofessionnel. Cette réflexion pose le problème de l'accroissement du sous-emploi relatif à la présence massive des réfugiés tchadiens et centrafricains en terre camerounaise. Toutefois, l'objectif que sous-tend cette préoccupation est celui d'analyser ce en quoi la présence des réfugiés envenime le marché de l'emploi au Cameroun. Pour répondre à cette question, nous avons procédé par une méthode pluridisciplinaire. La méthode quantitative a été d'un intérêt majeur dans cette étude. Ceci dans la mesure où nous avons interrogé un grand nombre de personnes, à savoir les réfugiés, les populations hôtes, les autorités administratives et les personnels des ONG. Ce qui nous a permis d'obtenir les résultats selon lesquels les réfugiés représentent de sérieux adversaires pour les chercheurs d'emploi locaux, ceci dans la mesure où ils accaparent le secteur informel.

Mots clés

Crise sociopolitique, réfugiés, sous-emploi.

Introduction

Le Cameroun a de tout temps été une terre d'accueil pour les populations tchadiennes et centrafricaines suite aux crises sociopolitiques récurrentes que leur pays a connues. Cette présence massive voisine date du lendemain des indépendances respectives du Tchad et de la République centrafricaine en 1960. En effet, les dirigeants de ces jeunes États indépendants n'ont pas su mettre sur pied un système démocratique susceptible de stabiliser leur population afin qu'ils œuvrent en faveur de leur développement socioéconomique. Les dictatures implacables, le tribalisme, la mauvaise gouvernance exacerbée ont toujours sévi dans ces pays dont le moyen d'alternance au pouvoir le plus courant est « le coup d'État ».

Initialement, le principal mobile de la migration des Tchadiens et Centrafricains vers le Cameroun se trouve dans la recherche de l'asile, voire de la sécurité physique. Ce faisant, la difficulté pour le gouvernement camerounais à gérer cet excédent de population entraîne de nombreuses dérives sociales dont le volet socioprofessionnel constitue un défi majeur pour le Cameroun.

Ce travail a été réalisé au Cameroun, précisément dans les parties septentrionales et orientales du pays où vivent massivement les réfugiés tchadiens et centrafricains. Il est donc question dans ce travail d'étudier l'itinéraire migratoire, l'installation des réfugiés tchadiens et centrafricains au Cameroun, les mobiles de leur intégration socioprofessionnelle, les conséquences de la crise de l'emploi relative à l'afflux desdits réfugiés au Cameroun ainsi que les défis à relever par le gouvernement camerounais afin d'anticiper un véritable conflit social. Les données collectées sont de plusieurs natures : écrites, orales et iconographiques. Ces données ont été complétées par des enquêtes auprès des réfugiés et du personnel des ONG. Ainsi, plusieurs personnes ont été choisies en fonction de leur statut socioprofessionnel, de leur âge et de leur nationalité. La catégorisation des informateurs a facilité la collecte des données car, auprès de chaque informateur, nous savions exactement sur quoi conduire l'entretien. Les informateurs ont été interviewés dans les camps de réfugiés et au sein des populations hôtes de Langui (Pitoa), Gado Badzéré, Ngam, Garoua-Boulai, Meiganga, Djohong. Les entretiens se faisaient sur la base d'un guide d'entretien. Les entretiens étaient focalisés sur les questions relatives aux causes du déplacement des réfugiés, à leurs itinéraires, à leur dynamique d'intégration socioprofessionnelle, aux conflits nés de la crise de l'emploi entre les réfugiés et les populations locales, ainsi qu'aux enjeux qui en découlent. En plus, étant donné que le sujet traite de la problématique de l'essor de la crise de l'emploi sous-jacente à l'afflux des réfugiés tchadiens et centrafricains au Cameroun, nous avons surtout adopté la méthode d'observation sur le terrain. Les observations dans les milieux d'accueil afin de mesurer le degré de la crise de l'emploi entre réfugiés et population hôte. Pour confirmer ou infirmer les informations, les données collectées ont été confrontées, analysées et interprétées. Étant donné que l'étude est inscrite dans une longue durée, il a été nécessaire d'adopter deux méthodes d'analyse : la méthode chronologique et la méthode pluridisciplinaire. Dans la première méthode,

nous nous sommes intéressés à la succession temporelle des mobiles des réfugiés pour mieux comprendre et expliquer leurs trajectoires et leur dynamique d'intégration socioprofessionnelle ainsi que les enjeux pluriels qui en découlent. Le recours à la pluridisciplinarité à travers la sociologie, la géographie et la géopolitique nous a permis de réunir des données par domaine d'étude afin de mieux les analyser.

1. Itinéraire Migratoire, Installation Et Intégration Socioprofessionnelle Des Réfugiés Tchadien Et Centrafricain Au Cameroun

Les réfugiés tchadiens et centrafricains sont arrivés au Cameroun par plusieurs voies. Bien au-delà des corridors reconnus officiellement, il existe des voies secondaires qui Facilitent quotidiennement les mouvements de ces populations à destination du Cameroun.

1.1 Itinéraire migratoire

Les frontières Cameroun-Tchad et Cameroun-RCA sont respectivement longues de 10945 kilomètres et de 800 kilomètres. En effet, au cours de nos enquêtes de terrain, nous n'avions pas trouvé de manière chiffrée les données statistiques faisant état du nombre de réfugiés ayant emprunté l'une des voies d'entrée au Cameroun. Néanmoins, il existe des voies d'accès privilégiées qui sont considérées comme les principales portes d'entrée au Cameroun ; il s'agit des axes Kentzou (Est), Garoua-Boulai (Est) et Ngaoui (Adamaoua) pour les réfugiés centrafricains (P. GOURDIN, 2013, p. 3). Les réfugiés tchadiens, quant à eux, passent généralement par Kousséri, principale porte d'entrée au Cameroun, à 22 kilomètres de N'Djamena, la capitale tchadienne. Les deux villes sont séparées par le fleuve Logone. À côté de celle-ci, il existe d'autres voies prioritaires d'entrée au Cameroun. C'est le cas des axes Mbaï Mboum-Ngaoundéré et Léré-Yagoua.

1.2 Mécanisme d'installation et d'intégration socioprofessionnelle des réfugiés tchadiens et centrafricains au Cameroun

Reconnu pour sa tradition hospitalière et pour sa solidarité à l'endroit des Africains, le Cameroun a toujours ouvert ses frontières à nombre de demandeurs d'asile et de migrants de plusieurs pays, au premier rang desquels les Tchadiens et Centrafricains. En effet, pour avoir non seulement ratifié plusieurs textes internationaux (Convention de Genève de 1951, Protocole de New-York de 1967, Convention de l'OUA (Organisation de l'Unité Africaine) de 1969 et sa loi de 2005), le Cameroun hébergeait déjà dès le lendemain de son indépendance un grand nombre de tchadiens et centrafricains qui y venaient dans l'optique de travailler dans ses industries diverses. Cette solidarité a été renouvelée aux voisins tchadiens lorsque la première guerre civile tchadienne s'est déclenchée en 1979. Selon les chiffres du HCR, plus de 40 000 demandeurs d'asile tchadiens se sont réfugiés au Cameroun durant la période 1979-1982. Aussi faut-il relever qu'aux lendemains des crises tchadiennes et centrafricaines, les populations qui fuirent la guerre furent accueillies par les autorités et les populations camerounaises (J-J. NOUNGOUÏ DJOULDE, 2019, p. 6).

Les salles de classe, les bâtiments publics et les églises sont souvent aménagés pour loger le flux de réfugiés qui traversent la frontière. De même, dans les villes camerounaises de Kousséri et Garoua-Boulai, respectivement frontalières au Tchad et à la République centrafricaine, l'hébergement des réfugiés, plus qu'un acte de charité et de solidarité, s'est érigé en tradition pour les populations camerounaises. Cet accueil favorable mis sur pied par les Camerounais constitue à cet effet les prémices d'une intégration aisée des réfugiés tchadiens et centrafricains. L'intégration des réfugiés tchadiens et centrafricains au Cameroun est rendue facile du fait de la convergence culturelle et religieuse entre plusieurs peuples dudit triangle frontalier. En effet, ces trois pays ont en général le christianisme, l'islam, l'animisme et le paganisme dans une moindre mesure en partage. Les chrétiens tchadiens et centrafricains qui migrent au Cameroun sont donc accueillis par la communauté chrétienne hôte. Il va de soi pour les Arabes tchadiens ou les Peuls de la RCA qui vivent une insertion aisée parmi leurs confrères musulmans du Cameroun. Du point de vue culturel, ces peuples trait-d'union vivaient déjà ensemble bien avant la colonisation (D. MOKAM, 2000, p. 5).

Cette synergie culturelle est d'autant plus perceptible aujourd'hui au travers de l'organisation des grandes festivités traditionnelles. Aussi a-t-on coutume de voir les Toupouri du Nord-Cameroun et ceux du Tchad commémorer la fête des récoltes en langue Toupouri Feo Kague, traduisant littéralement la « fête des coqs ». De même, le *Labi* (rite initiatique Gbaya) regroupe annuellement les Gbaya du Cameroun et ceux de la Centrafrique. Ce sentiment d'appartenance familiale fait donc *tabula rasa* de tout rejet des réfugiés tchadiens et centrafricains et s'érige donc en véritable levier d'une cohésion sociale, d'un vivre-ensemble fort et d'une insertion sociale facile.

2. Crise De L'emploi Liée À La Présence Des Réfugiés Tchadien Et Centrafricain Au Cameroun

Tout comme dans les pays d'Afrique subsaharienne, le Cameroun connaît un taux de chômage élevé. Cette situation s'est amplifiée avec l'arrivée des populations tchadiennes et centrafricaines fuyant les exactions des milices multiformes dans leur pays. À voir de près les milieux d'accueil des réfugiés tchadiens et centrafricains, leur carte économique n'offre guère un visage reluisant. Ceci est dû à l'augmentation du chômage et du sous-emploi chronique.

2.1 Les mobiles de l'exacerbation du chômage dans les milieux d'accueil des réfugiés tchadiens et centrafricains

On note dans les milieux d'accueil des réfugiés une croissance exacerbée du chômage générée par l'abondance d'une main-d'œuvre bon marché, l'augmentation du coût de la vie, la fuite des devises, etc. Pour survivre dans le nouveau milieu de vie, les réfugiés offrent presque gratuitement leurs services. Après un dur labeur, ils sont soit payés en vivres (maïs, riz, plat de nourriture, etc.), soit par une modique somme d'argent. En effet, tenus par les affres de la guerre, ils sont en proie à la famine, aux besoins les plus élémentaires. N'ayant pas de capital ni de ressources, ils ne peuvent

que proposer leur service à des prix dérisoires. Cette main-d'œuvre bon marché est très sollicitée par les autochtones car des tâches que les manœuvres locaux pouvaient effectuer à un prix élevé, les réfugiés les font désormais à vil prix (J-J. NOUNGOUÏ DJOULDE, 2019, p. 13). Les affirmations ci-après de Ngaï Marcel (jeune autochtone de 28 ans) illustrent ce point de vue.

Depuis que les réfugiés sont arrivés ici à Djohong, nous, les débrouillards, on a perdu le goût de vivre ici. Car les travaux que nous, *manœuvres* locaux, on effectue à 5000 FCFA par exemple, les réfugiés sont prêts à le faire à 500 ou 1000. Nous ne pouvons pas en vouloir aux employeurs car cette main-d'œuvre bon marché que leur proposent les réfugiés leur est bénéfique. Ceci leur permet de faire moins de dépenses dans leurs diverses entreprises².

De surcroît, certains réfugiés pratiquent du petit commerce qui rentre en concurrence avec les petits commerçants parmi la population hôte dans les petits marchés périodiques et permanents. À Gbiti comme à Garoua Boulai, 80% des motos-taxis sont des jeunes réfugiés qui ne respectent pas dans la plupart des cas le code de la route, roulent à tombeau ouvert et causent beaucoup d'accidents. Dans la plupart des cas, ils n'ont pas de papiers ou présentent les papiers centrafricains. De fait, la situation est alarmante dans les milieux d'accueil des réfugiés.

Ceci dit, la clientèle est désormais partagée ; les débrouillards locaux peinent à faire de bonnes affaires. Il n'est donc plus aisé de fournir facilement la recette journalière au propriétaire de moto pour ceux qui ne tournent pas à leur propre compte. Relativement à cette question, Mbélé Jacob affirme que :

Le métier de moto-taxi a perdu sa valeur avec l'afflux des réfugiés centrafricains à Garoua-Boulai. Aujourd'hui la moto ne rapporte plus assez ; elle permet juste de se maintenir, de subvenir aux besoins les plus élémentaires. Par le passé, nous n'étions pas nombreux à exercer ce métier ; on pouvait faire des épargnes afin de réaliser nos projets et aider nos familles. Cependant, avec l'arrivée des réfugiés, la plupart des jeunes se sont rués dans l'activité de moto-taxi, qui est facile à intégrer. On les compte par milliers. Ce faisant, nous devons nous partager la clientèle ; c'est d'ailleurs ce qui a poussé nombre de conducteurs de moto locaux à abandonner ce secteur d'activité afin de se retrouver au chômage³.

Les réfugiés constituent de sérieux adversaires économiques pour les populations locales. De fait, la situation est alarmante dans les milieux d'accueil ; si rien n'est fait par les pouvoirs publics, ceci

² Entretien avec Ngaï Marcel, Djohong le 21 mars 2021.

³ Entretien avec Mbélé Jacob, Garoua-Boulai le 25 août 2022.

peut déboucher sur un conflit entre réfugiés et autochtones. Force est de constater que les réfugiés ne sont plus perçus comme de simples individus en quête d'asile, mais comme de véritables adversaires, une potentielle menace pour les débrouillards locaux. Pour ces jeunes autochtones, le chômage est tributaire de l'afflux des réfugiés. C'est alors que des propos discriminatoires ou de raillerie naissent çà et là à l'égard de ces étrangers. Toutefois, les termes « tchadiens » ou « centrafricains » sont interprétés de manière péjorative par les nationaux. Ces propos sont foncièrement discriminatoires et amoindrisants (N. KOSSOUMNA LIBA, 2016, p.13). Désormais, qualifier quelqu'un de tchadien ou centrafricain dans le septentrion et à l'Est du Cameroun revient tout simplement à l'insulter et à lui coller les étiquettes sociales les plus malveillantes à savoir : bandit, prostituée, misérable, esclave ou envahisseur.

Si rien n'est fait par les pouvoirs publics, ceci peut déboucher sur un conflit entre réfugiés et autochtones. Force est de constater que les réfugiés ne sont plus perçus comme de simples individus en quête d'asile, mais comme de véritables adversaires, une potentielle menace pour les débrouillards locaux. Pour ces jeunes autochtones, le chômage est tributaire de l'afflux des réfugiés. C'est alors que des propos discriminatoires ou de raillerie naissent çà et là à l'égard de ces étrangers (NOUNGOUÏ DJOULDE, 2021, p. 269).

Dans le même ordre d'idées, on a coutume d'entendre des débrouillards locaux dire de vives voix dans leur conversation ou s'adresser à des employeurs en répliquant que : « nous ne sommes pas des Tchadiens ou des Centrafricains pour proposer nos services à des prix dérisoires car nous ne sommes pas des affamés » (J.-J. NOUNGOUÏ DJOULDE, 2021, p. 270).

Tout porte à croire que les réfugiés proposent leurs services contre un repas. Les modestes revenus qu'ils gagnent suite à leur dur labeur ne peuvent qu'être utiles à la nutrition. Par contre Avant l'arrivée des réfugiés, la main-d'œuvre locale n'était pas accessible à tous, il fallait donc déboursier d'importantes sommes d'argent pour s'offrir les services des jeunes dans Les chantiers de construction, les chargements et déchargements des camions, dans les plantations, etc.

D'une manière générale, lorsqu'on se trouve dans les localités à forte concentration de réfugiés, il est aisé de constater qu'un grand nombre de jeunes locaux sont réduits au chômage du fait de la récupération des petits métiers par les réfugiés, de l'abondance et de la « gratuité » de la main-d'œuvre⁴. Désormais perçus comme de véritables conquérants à l'emploi, les jeunes locaux jettent leur dévolu sur les réfugiés qui, pour eux, constituent la cause majeure de la rareté de l'emploi, de l'abondance et de la gratuité de la main-d'œuvre. Ce qui contribue de manière non négligeable à alimenter les tensions internes et la haine envers les réfugiés.

⁴ Entretien avec Charle Zoueke Makouaka, Meiganga le 18 juin 2018.

2.2 L'assentiment des populations locales face à la rareté de l'emploi exacerbée par la présence tchadienne et centrafricaine

De nombreux Camerounais dans les localités ayant accueilli les réfugiés tchadiens et centrafricains jettent leur dévolu sur les étrangers. Pour eux, *ces nouveaux venus sont au centre des préoccupations des pouvoirs publics ainsi que des organismes internationaux*. De nombreuses actions visant à autonomiser les réfugiés sont menées au quotidien. La plupart de ces programmes sont bénéfiques aux réfugiés qui sont recyclés, formés et accompagnés financièrement⁵. Ceci reconforte l'assentiment des locaux dans leur posture de discriminés. Ceci étant, la frustration est donc grandissante et cristallise la haine des réfugiés par les locaux.

Dans la même acception, les populations locales pensent qu'aussi longtemps que les réfugiés sont sur leur territoire, il n'est guère possible d'aspirer à une réduction considérable du chômage. Cette situation de désespoir est donc à la base de la considération péjorative et amoindissante des réfugiés par les locaux.

3. La Dégradation De La Cohabitation Entre Populations Hôtes Et Réfugiés Tchadiennes Et Centrafricaines Et Défis Pluriels

L'afflux sans précédent des réfugiés tchadiens et centrafricains dans le septentrion et à l'Est du Cameroun n'offre guère un visage reluisant. Lorsqu'on porte une attention particulière au quotidien de ces réfugiés, on se rend à l'évidence que leur séjour est émaillé de conséquences sociales plurielles. Toutefois, avec l'installation des réfugiés dans le septentrion et à l'Est du Cameroun, les travers sociaux à l'instar des enlèvements de personnes, du grand banditisme, de la prostitution, de la promiscuité, du déboisement, du chômage, de l'augmentation du coût de la vie ont pris de l'ampleur dans les milieux hôtes qui ont accueilli les réfugiés. Pour ce faire, de nombreux défis sont à relever par les pouvoirs publics ainsi que les organismes en charge des réfugiés.

3.1 Une cohabitation aux allures conflictogènes

Lorsqu'on observe globalement la cohabitation entre réfugiés et populations hôtes, rien ne présage un climat belliqueux. L'hospitalité vis-à-vis des étrangers est une vieille tradition chez l'ensemble des Camerounais. Si par moments les voix s'élèvent entre étrangers et autochtones, il se trouve que les intérêts des locaux sont mis en mal par les premières cités. Le plus souvent, le point de discordance le plus fréquent entre ces peuples se trouve dans l'occupation de l'espace (H. MIMCHE, 2007, p. 5). À cet effet, des Tchadiens nantis dénommés localement comme "réfugiés VIP". En effet, cette catégorie de réfugiés use de sa puissance financière pour se doter d'importantes parcelles de terre afin de s'installer définitivement. Étant perçus comme des « bons payeurs » selon les propos

⁵ Entretien avec Dessonti Calvin, Batouri le 17 août 2023.

de Saïbou Issa (SAÏBOU ISSA, 1997, p. 7), les propriétaires fonciers locaux ont pris goût à leur vendre les terrains et maisons car ils achètent deux à trois fois plus cher que le prix habituel.

De même, dans le nord du Cameroun, l'appropriation foncière apparaît comme une nouvelle dynamique de construction d'une citoyenneté par une frange nantie de réfugiés tchadiens. En effet, cette classe aisée des réfugiés tchadiens, constituée de grands transporteurs et commerçants, use et abuse de sa capacité financière pour s'octroyer de grandes parcelles de terrain où ils construisent des résidences familiales. Considérés comme de « bons payeurs » par les autochtones, ils haussent les enchères des terrains au double, voire au triple. C'est à juste titre qu'on assiste à la recrudescence des nouveaux quartiers résidentiels majoritairement occupés par des réfugiés tchadiens nantis dans les villes de Maroua (Dougoï, Baouléol, Palar), Garoua (Marouaré, Plateaux, Dar-Es-Salam), Ngaoundéré (Cifan Nord, Champ de prière, Hauts-plateaux). La hausse des enchères du prix du mètre carré dans les quartiers longtemps considérés comme marginaux a poussé de nombreux propriétaires fonciers camerounais à proposer leurs terrains bâtis et non bâtis à des Tchadiens (F. WATANG ZIEBA, 2015, p. 9). Traiter alors avec un Tchadien est synonyme de bonne affaire. Cette stratégie d'intégration des Tchadiens et Centrafricains par le foncier frustre les populations locales qui se trouvent expropriées de leurs terres ou dans l'incapacité d'être convenablement loties.

Au-delà de cet aspect, de nombreux enfants tchadiens et centrafricains nés sur le territoire camerounais dont ils ont la nationalité parviennent à intégrer la fonction publique camerounaise, l'armée ou de nombreuses sociétés parapubliques et privées au détriment des Camerounais. Ce qui constitue une cause non négligeable du chômage au Cameroun.

3.2 Les défis à relever par le gouvernement camerounais

Les réfugiés tchadiens et centrafricains qui sont logés dans les camps ou dans les localités d'accueil sont pour la plupart des démunis. En effet, ils ont perdu l'essentiel de leurs biens en fuyant la guerre. Aujourd'hui ils sont contraints de subir les affres du chômage, de l'oisiveté et de la misère. Ces problèmes sont à l'origine des fléaux tels que la prostitution, le banditisme, la consommation de la drogue, le viol, etc. Pour pallier ces maux néfastes pour le milieu d'accueil, le gouvernement camerounais, le HCR et les ONG partenaires au développement se doivent de mettre les réfugiés au service de leur épanouissement socioéconomique et du développement de leur milieu d'accueil.

Ceci dit, le gouvernement et les organismes spécialisés de l'ONU, responsables de la gestion des réfugiés, doivent investir dans le domaine de la formation professionnelle, en formant les jeunes réfugiés aux métiers divers (couture, menuiserie, maçonnerie, soudure, etc.). Le financement des activités génératrices de revenus est également à mettre à profit. De même, des investissements doivent être faits dans les domaines de l'agriculture (la nécessité de l'octroi de terres cultivables fertiles et d'espaces de pâturage pour les réfugiés agriculteurs et éleveurs) afin de sortir les réfugiés du chômage et les rendre autonomes. Les difficultés d'accès aux financements par les

réfugiés du fait de leur mobilité et la non-reconnaissance de leur document sont également à noter⁶. La problématique du séjour et du retour volontaire des réfugiés doit être mis sur la table des débats de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale et de l'union africaine pour non seulement mettre sur pied, des résolutions efficaces de maintien de la paix et de la sécurité nationale des pays de la sous-région, réfléchir à un meilleur encadrement des réfugiés afin de les rendre autonomes et que des dispositions de retour volontaire dans leur pays d'origine soient prises en toute sérénité (J-J. NOUNGOUÏ DJOULDE, 2019, p. 15). Si du crédit est accordé aux enfants nés en territoire camerounais, qu'en est-il des parents venus du Tchad et de la Centrafrique qui ne remplissent pas encore les conditions de naturalisation au Cameroun et usent de moyens peu conformes pour s'octroyer les pièces d'identité et d'état civil camerounaises pour se mouvoir à l'intérieur du pays ou pour jouir des mêmes avantages que les nationaux ?

Conclusion

En dernière analyse, il ressort de ce travail que le Cameroun, qui a toujours fait montre d'une hospitalité légendaire vis-à-vis des populations de nationalités diverses et plus particulièrement des Tchadiens et Centrafricains, traîne les conséquences socioprofessionnelles énormes. Toutefois, le séjour de ces derniers est entaché de nombreuses dérives sociales dont l'une des plus en vue se trouve dans l'accroissement du chômage. Hormis la perception locale des réfugiés comme étant des envahisseurs, ils sont également considérés comme des concurrents à l'emploi. Cette stratégie de survie qu'ils mettent sur pied en se livrant aux activités manuelles de toutes sortes pouvant générer des revenus voués à la satisfaction de leurs besoins essentiels est mal perçue par les chercheurs d'emploi locaux. Pour ceux-ci, les réfugiés sont une menace, de véritables adversaires pour le marché de l'emploi. Les populations locales les prennent pour responsables de la baisse considérable du prix de la main-d'œuvre. Il n'en demeure pas moins que cette situation est à l'origine d'une crise de cohabitation entre réfugiés et population hôte. Ce qui interpelle les pouvoirs publics est non seulement de mettre sur pied des politiques d'employabilité efficaces, mais aussi de redéfinir leur politique d'asile afin d'anticiper une éventuelle crise violente entre réfugiés et populations hôtes.

⁶ Entretien avec Zelani, Touboro le 9 juillet 2018.

References Bibliographiques

- GIGLA GARAKCHEME, 2007, « les tenancières de « circuits » et les daada bil bil tchadiennes dans la province de l'Extrême-Nord au Cameroun : entre stratégie d'adaptation et construction d'une citoyenneté « censitaire » transfrontalière », https://www.codesria.org/IMG/pdf/GIGLA_GARAKCHEME.pdf, consulté le 5 mars 2014.
- GOURDIN, P., 2013, « Centrafrique, la géopolitique d'un pays oublié », http://www.diploweb.com/patrice_gourdin,244_.html, consulté le 12 juin 2013.
- KOSSOUMNA LIBA, N., « Étude sur les conflits agro-pastoraux dans les régions camerounaises du Nord, Adamaoua et Est », (2016), <https://www.decite.fr/livres/les-éleveurs-mbororo-du-nord-cameroun-9782336290782.html>, (consulté le 24 août 2023), 51.
- MIMCHE, H., 2007, « Quand les immigrés se font autochtones. Immigration et dynamique d'appropriation de l'espace des réfugiés tchadiens au Nord Cameroun », MINRESI, Yaoundé, Cameroun.
- MOKAM, D., 2000, « Les peuples traits d'union et l'intégration régionale en Afrique centrale : le cas des Gbaya et des Moundang », *Revue Ngaoundéré Enthronos*, Vol. 5.
- NOUNGOÛ DJOULDE, J-J., 2019, « Les réfugiés tchadiens et centrafricains au Cameroun. Éruption sociale dans un pays d'accueil », *Revue Africaine de Migration et Environnement*, Vol 3, N°2, pp. 65-66.
- SAÏBOU ISSA, 1997, « l'impact socio-économique du séjour des réfugiés tchadiens à Kousséri », in Ngaoundéré Anthronos, *Revue des Sciences Sociales*, Vol. II.
- WATANG ZIEBA, F., 2015, « Immigration tchadienne au Nord-Cameroun : entre installation sur le long terme et circulation migratoire », Université de Maroua, *Revue de Géographie tropicale et d'Environnement*, n°1.